



Mensonges et trahison

L'Amérique sous attaque (Chapitre quatre)

- Gerald Flurry
- [24/08/2022](#)

La suite provenant de [Sauver l'Amérique—temporairement](#)

Pendant ses huit années de présidence, Barack Obama et la gauche radicale ont opéré avec une latitude et un abandon stupéfiants pour saboter l'Amérique. Alors qu'ils se préparaient à la transition vers le successeur d'Obama, leur détermination à préserver leur emprise sur le pouvoir avec une présidence de Hillary Clinton les a propulsés vers des maux sans précédent.

Lorsque Donald Trump était candidat à la présidence, en 2016, les gauchistes radicaux l'ont pris pour cible, l'ont ridiculisé pour avoir dit que l'élection pouvait être truquée, et ont fait tout ce qu'ils pouvaient, avec la collusion d'un média biaisé, pour le dépeindre comme inapte à la fonction. Mais ils ont fait bien plus. Ils ont commis de graves crimes. L'étendue de leurs activités illégales a mis du temps à être découverte, et une partie d'entre elles n'a certainement pas encore été totalement exposée.

Nous savons maintenant qu'en 2016, la campagne présidentielle de Hillary Clinton et le Comité national démocrate ont payé le cabinet d'avocats *Perkins Coie* pour un rapport de Fusion GPS, une société de recherche basée à Washington D.C. Fusion GPS a payé l'ancien agent de renseignement britannique du MI-6 Christopher Steele pour compiler des diffamations et des calomnies contre l'adversaire politique de Clinton. En septembre 2016, Steele a avoué à un haut fonctionnaire du ministère de la Justice qu'il « était désespéré que Donald Trump ne soit pas élu et était passionné par le fait qu'il ne soit pas président ». C'est l'homme que les démocrates ont engagé pour trouver des informations condamnationnelles sur M. Trump. Une source aussi partielle que lui aurait-elle une quelconque motivation pour mentir ? Cela montre à quel point ils étaient obsédés par l'idée d'arrêter Trump.

Steele a créé un dossier de 35 pages en tant que recherche d'opposition pour la campagne de Hillary Clinton. Les études de l'opposition sont souvent pleines d'inexactitudes et, parfois, de mensonges purs et simples. Le rapport Steele accusait faussement Donald Trump d'escapades dégoûtantes avec des prostituées russes, entre autres calomnies, et affirmait que le président russe Vladimir Poutine pourrait utiliser ces informations secrètes pour faire chanter M. Trump s'il devenait président. Il alléguait également une collusion entre le gouvernement russe et la campagne présidentielle de Donald Trump. Il se basait sur des « discussions de comptoir » dans les bars (selon l'une de ses sources, qui était un citoyen russe), des appels téléphoniques non sollicités de sources anonymes, des mensonges concoctés par Fusion GPS, et des données Internet obtenues illégalement.

Normalement, des « informations » comme celles que Steele a compilées ne passeraient jamais les portes des salles de rédaction des médias. Mais cette affaire était différente. Lorsque les employés de Fusion GPS, ainsi que Steele lui-même, ont transmis le dossier aux médias en détails fragmentaires, la presse l'a publié avec délectation. Ce n'est que lorsque *BuzzFeed* a publié l'intégralité du rapport Steele, le 11 janvier 2017, que le public a enfin pu voir l'unique source des rumeurs dont il avait été abreuvé au cours des six derniers mois.

Plus diabolique encore, le gouvernement fédéral, sans prendre la peine de vérifier le moindre élément du dossier, a commencé à l'utiliser comme preuve pour justifier l'espionnage de Donald Trump et des membres de sa campagne.

À l'automne 2020, le directeur du renseignement national John Ratcliffe a déclassifié des documents critiques exposant le fait que le dossier Steele et le complot contre Donald Trump remontaient jusqu'aux hauts responsables de l'Administration Obama—y compris le président Barack Obama lui-même.

Cela révèle un niveau sans précédent de corruption et de non-respect des lois. C'est un problème qui détruit la nation !

Les plus hauts niveaux de gouvernement

Les agences américaines de renseignement et d'application de la loi—le FBI *Federal Bureau of Investigation* ; Bureau fédéral d'enquête), la CIA (*Central Intelligence Agency* ; Agence centrale de renseignement), la NSA (*National Security Agency* ; Agence nationale de la sécurité) et d'autres—sont censées être justes et politiquement neutres. Mais des montagnes d'informations ont été révélées concernant les événements entourant l'élection de 2016 qui exposent un parti pris politique choquant au sein de ces entités fédérales. Ces fonctionnaires ont régulièrement couvert des infractions flagrantes à la loi commises par Clinton et d'autres démocrates et ont tout fait pour trouver ou même créer un scandale associé à M. Trump.

Parmi les documents que Ratcliffe a remis à la commission judiciaire du Sénat figure une copie expurgée des notes manuscrites du directeur de la CIA, John Brennan, après avoir informé le président Obama en juillet 2016 des récents renseignements que la CIA avait reçus. Ses notes disent : « Nous obtenons des informations supplémentaires sur les activités russes venant de [censuré]. Elles citent l'approbation présumée par Hillary Clinton, le 28 juillet, d'une proposition de *l'un de ses conseillers en politique étrangère* visant à vilipender [sic] Donald Trump en provoquant un scandale prétendant l'ingérence du service de sécurité russe. »

Ces notes prouvent que Brennan et Obama savaient tout du dossier Steele et de son caractère frauduleux.

Dans sa lettre à la commission judiciaire du Sénat, Ratcliffe écrit : « Fin juillet 2016, les agences de renseignement américaines ont obtenu un aperçu de l'analyse du renseignement russe alléguant que la candidate à la présidence américaine Hillary Clinton avait approuvé un plan de campagne visant à susciter un scandale contre le candidat à la présidence américaine Donald Trump en le liant à Poutine et au piratage du DNC (*Democratic National Committee* ; Comité national démocrate) par les Russes. »

C'était une référence à un événement survenu cet été-là, lorsque le DNC a déclaré avoir été piraté. Le comité de campagne de Clinton a immédiatement affirmé que le gouvernement russe était l'auteur de ce piratage et qu'il avait pour but d'aider M. Trump à remporter l'élection. Julian Assange et *WikiLeaks* disent tous deux que c'était une pure invention. Les seules personnes qui ont eu accès à l'analyse du système informatique du DNC et à la confirmation de ce qui s'était passé étaient des membres de *CrowdStrike*, une société de cyber-sécurité engagée par le DNC qui travaillait contre Donald Trump.

Le piratage du DNC est ce qui a permis aux médias, aux démocrates et aux responsables d'Obama de commencer à élaborer leur théorie du complot selon laquelle Donald Trump était de connivence avec Vladimir Poutine.¹

Tout cela avait pour but de détourner l'attention du contenu des courriels du DNC—et de calomnier et détruire M. Trump.

Le président Obama était également au courant de cela.

Au début août 2016, trois mois avant l'élection, James Clapper, directeur du Bureau du renseignement national, ainsi que James Comey, directeur du FBI, et Brennan, directeur de la CIA, ont informé le président Obama et le vice-président Joe Biden du dossier Steele. Il a depuis été prouvé que tous ces hommes savaient que le rapport était une bêtise. Les notes de Brennan montrent qu'ils savaient que c'était quelque chose que Hillary Clinton avait concocté « pour vilipender Donald Trump » et l'accuser faussement de liens avec la Russie. L'ensemble de la communauté du renseignement savait que c'était une fraude. Je crois qu'Obama le savait avant, mais il est *certain* qu'il le savait trois mois avant l'élection de 2016.

La lettre de Ratcliffe poursuit : « Le 7 septembre 2016, des responsables du renseignement américain ont transmis un renvoi d'enquête au directeur du FBI James Comey, et au directeur adjoint du contre-espionnage, Peter Strzok, concernant "l'approbation par la candidate à la présidence américaine Hillary Clinton d'un plan concernant le candidat à la présidence américaine Donald Trump et des pirates informatiques russes entravant les élections américaines comme moyen de distraire le public de son utilisation d'un serveur de messagerie privé" ».

Notez cela ! Le FBI a reçu « un renvoi d'enquête » de la part de responsables du renseignement américain. Cela signifie que quelqu'un dans l'Administration Obama *disait au FBI* d'enquêter sur ces fausses allégations contre Trump. Obama et tout son entourage, les agences de renseignement et le FBI, savaient tous que l'idée de la collusion de la campagne Trump avec le gouvernement russe avait été créée par le comité de campagne de Hillary Clinton et était un canular. Mais ils étaient prêts à l'utiliser pour pouvoir continuer à régner sans loi sur le pays !

Ratcliffe a ensuite déclaré qu'il possédait *plus d'un millier de documents classifiés* relatifs au dossier Steele et à la façon dont il a été utilisé « aux plus hauts niveaux de notre gouvernement ». Il a dit que le contenu de ces documents est criminel !

Dix-huit jours avant l'élection de 2016, le 21 octobre, le FBI et le ministère de la Justice ont présenté ce dossier infâme et mensonger à la cour de la *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA) [Loi sur la surveillance du renseignement étranger]. Sachant que c'était de la camelote, les agents de l'autorité d'Obama ont utilisé ce rapport pour obtenir l'autorisation de surveiller électroniquement Carter Page, membre du personnel de la campagne Trump. Ils avaient déjà essayé d'obtenir un mandat FISA pour Page une fois auparavant ; ce n'est que lorsqu'ils ont eu le dossier Steele et le rapport des médias (provenant de Steele) qu'ils ont pu obtenir le mandat. Cela peut sembler insignifiant, puisque Page était un membre du personnel bénévole de bas niveau dans la campagne Trump. Mais un tel mandat peut être utilisé pour suivre toutes les communications de la cible, y compris celles qu'elle a pu avoir avec le candidat Trump de l'époque. Ce mandat secret a en fait ouvert la porte à l'espionnage de tous ceux qui entouraient M. Trump. *C'était son but.*

C'est une activité criminelle flagrante aux plus hauts niveaux du gouvernement !

Un rapport de décembre 2019 de l'inspecteur général du ministère de la Justice, Michael Horowitz, comprenait cette déclaration : « Nous avons conclu que la réception par l'équipe de *Crossfire Hurricane* du rapportage électoral de Steele le 19 septembre 2016 a joué un rôle central et essentiel » dans l'obtention du mandat FISA. Le directeur adjoint associé du FBI, Andrew McCabe, a également admis que les opérations du FBI remontaient au dossier Steele. En fait, ces représentants des forces de l'ordre ont dû renouveler ce mandat *trois fois* pour continuer à espionner. À chaque fois, ces agences ont dû convaincre le tribunal FISA que l'Amérique était confrontée à une menace dangereuse venant de l'étranger, comme une attaque terroriste. Ils n'avaient aucune preuve réelle, alors ils se sont appuyés sur le dossier Steele, et ont caché au tribunal le fait qu'il remontait directement au comité de campagne Clinton.

Steele a admis devant un tribunal britannique qu'il avait divulgué des informations de son dossier à la presse en septembre 2016—un mois avant que le mandat FISA basé sur son dossier ne soit approuvé. Il a menti au FBI en disant qu'il gardait le dossier confidentiel, se montrant ainsi comme une source peu fiable. Le FBI a mis fin à ses relations avec lui juste après avoir obtenu le mandat, mais les rapports de Steele ont continué à affluer au FBI par l'intermédiaire de Bruce Ohr et de sa femme. Le FBI a continué de cacher au tribunal du FISA des preuves de l'innocence de Carter Page et s'est appuyé sur les rapports de Steele pour trois autres renouvellements de mandats.

Horowitz a également rapporté que le FBI a diffusé les accusations de Steele aux agences de renseignement et a cherché à les inclure dans l'évaluation de la communauté du renseignement de janvier 2017. L'ordre de faire cela venait d'Obama lui-même !

Le dossier était en fait une « police d'assurance » destinée à détruire Trump dans l'éventualité—lointaine, et même inconcevable à leurs yeux—où Mme Clinton perdrait le 8 novembre. Pourtant, de manière ou d'autre, Donald Trump a réussi l'impossible et a gagné.

Cela a choqué les démocrates radicaux. Et soudain, ils ont dû faire face à l'horrible perspective d'une nouvelle Administration présidentielle qui découvrirait et exposerait leur manque de respect des lois.

Barack Obama a ensuite intensifié son complot de trahison pour dissimuler à tout prix leurs actions antérieures—et s'est employé à détruire politiquement le président élu des États-Unis.

Une réunion de trahison

Le 5 janvier 2017, le président Obama a rencontré ses principaux responsables du renseignement dans le bureau ovale pour voir des renseignements sur les progrès de l'enquête Russie-Trump. Cette réunion cruciale comprenait Comey, Brennan, Clapper et Biden, ainsi que le directeur de la NSA, Michael Rogers, la conseillère à la sécurité nationale, Susan Rice, et la procureure générale par intérim, Sally Yates. Pratiquement tous les pouvoirs clés du gouvernement étaient présents pour cette réunion concernant Donald Trump qui était sur le point de s'installer à la Maison-Blanche.

« Les responsables présents à la réunion devaient trouver comment l'enquête [sur Carter Page et la campagne Trump] pouvait se poursuivre malgré le fait que son point central, Trump, était sur le point de prêter serment en tant que président », a écrit Andrew McCarthy pour le *National Review* (15 février 2018).

Réfléchissez à cela. Ces hauts fonctionnaires, dirigés par Obama, élaboraient une stratégie pour poursuivre une enquête illégale sur le prochain président en exercice, qui serait leur propre patron !

C'est une trahison !

Le président Obama avait déclaré qu'il *n'intervenait jamais* dans les enquêtes menées par le ministère de la Justice et le FBI. Dans une interview d'avril 2016, il a déclaré catégoriquement : « Je ne parle pas au procureur général des enquêtes en cours. Je ne parle pas aux directeurs du FBI des enquêtes en cours. Nous avons une ligne stricte et nous l'avons toujours maintenue. »

C'était un mensonge flagrant et monstrueux ! Obama a régné sur ces gens comme un tyran. Ils se pâmaient devant lui, mais ils *lécraignaient* aussi.

McCarthy a poursuivi : « Les responsables d'Obama ont prétendu adhérer à un contrat qui interdit les consultations entre les dirigeants politiques et les enquêteurs. Mais ici, ils se consultaient. » Et sur quoi se consultaient-ils lors de cette réunion cruciale du 5 janvier ? Comment poursuivre l'enquête sur Donald Trump même après qu'il est devenu président ! Et tout cela était basé sur une prémisse frauduleuse de propagande politique.

Pourrait-il y avoir un acte de trahison plus meurtrier ?

Secrets contre le président élu

Après cette réunion, Obama a de nouveau rencontré Yates et Comey, qui allaient tous deux rester en poste après l'accession de M. Trump à la présidence. Lors de cette deuxième réunion, le président Obama a parlé de la réunion que le directeur du FBI, J. Comey, devait avoir avec le président entrant, le lendemain, le 6 janvier. Obama a demandé à Comey d'être sélectif lorsqu'il informerait le président élu Trump. Comey ne devait pas dire la vérité à Trump : savoir *qu'il faisait l'objet* d'une enquête.

Lorsque Comey a informé M. Trump sur le dossier Steele, il est presque certain qu'il n'en a décrit qu'une *infime partie*—les allégations sexuelles embarrassantes—afin que le président entrant autorise la poursuite de l'enquête et le dédouanement. Comey a dû omettre la partie concernant la collusion entre la campagne Trump et les Russes, car il est impossible que M. Trump ait approuvé une enquête qui le considère comme un suspect criminel !

« L'objectif principal des opérations de contre-espionnage est de tenir le président informé », écrit McCarthy, « mais lorsqu'il s'agissait du président entrant *les responsables de l'application de la loi ont traité l'enquête sur la Russie comme une enquête criminelle dans laquelle Trump était un suspect...* »

« Puisque Trump aurait le pouvoir de mettre fin à l'enquête, l'astuce était d'éviter qu'il se sente menacé par celle-ci. Par conséquent, la stratégie consistait à retenir les informations qui illustraient le rôle central de Trump dans l'enquête, à lui assurer qu'il n'était pas suspect, et à l'admonester gentiment sur la nécessité de respecter l'indépendance des forces de l'ordre (sous peine d'être accusé d'obstruction) » (ibid.).

Comey a dit à M. Trump en privé qu'il ne faisait pas l'objet d'une enquête. M. Trump voulait que Comey transmette ce message au public, mais il a refusé—*parce que c'était un mensonge méprisable* ! Le FBI de Comey essayait en fait de *trouver un crime* pour justifier le renversement du président entrant !

Imaginez cet homme traiter le président élu de cette façon. Et rappelez-vous, il a été envoyé par Barack Obama.

M. Trump a ensuite licencié Comey pour cette raison. Le président a le *droit* de recevoir ses informations complètes sur toutes les enquêtes en cours. Mais des agents corrompus cachaient des renseignements vitaux au président et *l'espionnaient* même.

Le *dictionnaire Merriam-Webster* définit la *trahison* comme « le délit consistant à tenter par des actes manifestes de renverser le gouvernement de l'État... ». Il n'est pas nécessaire de s'y connaître en matière de gouvernement pour savoir que tenter de destituer un président légalement élu en utilisant une propagande non vérifiée afin de faire avancer votre programme politique radical est une trahison de premier ordre ! Des agents de la force publique corrompus, dirigés par Barack Obama et avec l'aide de Hillary Clinton, ont conspiré pour renverser le gouvernement des États-Unis ! Si ce n'est pas de la trahison, alors qu'est-ce que c'est ?

Dans l'histoire passée de l'Amérique, les personnes coupables de tels crimes auraient été exécutées !

À propos de ces événements de janvier 2017, la journaliste Mollie Hemingway a écrit : « Non seulement les informations sur la Russie n'ont pas été entièrement partagées avec l'équipe entrante de Trump, comme Obama l'avait ordonné, mais les fuites et les embuscades ont rendu la transition chaotique, ont fait fuir les personnes de qualité pour qu'elles ne travaillent pas dans l'Administration, ont rendu une gouvernance efficace presque impossible et ont matériellement endommagé la sécurité nationale » (*New York Post*, 10 mai 2020).

Deux semaines plus tard, le 20 janvier 2017, Rice s'est écrit un courriel à elle-même documentant ce qui s'est passé lors de la réunion du 5 janvier. Ce courriel était étrange. Comme l'a écrit McCarthy, ce n'était pas vraiment « un courriel à soi-même. C'est tout à fait consciemment un *courriel pour le dossier* » (op. cit.). Dans ce courriel, Rice écrit que tout ce qui s'est passé lors de la réunion du 5 janvier était tout à fait honnête. Le président Obama, écrit-elle, a tout fait « dans les règles ». En réalité, comme l'a écrit McCarthy, le courriel de Rice « n'a pas été écrit pour mémoriser ce qui a été décidé. Il est écrit pour *réviser* la mémoire de ce qui a été décidé afin de rationaliser ce qui a ensuite été fait ».

Rice savait que ce dont ils avaient discuté était illégal. Elle voulait devancer toute enquête en créant un dossier indiquant que tout ce que Obama et les autres ont décidé était totalement [légal](#).

Pas une seule de ces élites n'a osé parler contre Obama. Pas une seule ! Elles étaient en pâmoison et en transe, remplies de crainte, sous la direction tyrannique d'Obama.

Seul un Barack Obama effronté, sans foi ni loi et puissant, a pu mener cet acte des plus perfides de l'histoire présidentielle américaine !

Le mémo Nunes

Le 16 janvier 2018, Devin Nunes, président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, a rédigé une lettre connue sous le nom de mémo Nunes. Les démocrates de la gauche radicale du Congrès l'ont immédiatement attaqué violemment. La dirigeante de la minorité de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, l'a qualifié d'imposture ; le chef de la minorité du Sénat, Chuck Schumer, a déclaré que Nunes semait la conspiration. Ils se sont battus contre la publication du mémo et n'ont jamais reconnu leurs torts. Mais ils savaient qu'ils mentaient et que ce que Nunes avait écrit était absolument correct.

Le 2 février 2018, la commission du renseignement de la Chambre des représentants a rendu le mémo public. Il exposait une terrible corruption au sein du FBI et du ministère de la Justice—et une *conspiration* visant à saper Donald Trump. Il a montré que les hauts responsables du FBI et du DOJ savaient que le dossier Steele était « salace et non vérifié », comme l'a dit Comey, mais l'ont tout de même présenté au tribunal FISA comme s'il s'agissait de la preuve d'une menace étrangère légitime afin d'obtenir un mandat pour espionner Carter Page.

Un article de *Yahoo News* du 23 septembre 2016 sur un voyage à Moscou que Carter Page a effectué en juillet 2016 s'est largement appuyé sur le dossier Steele. L'auteur a reçu des informations directement de Steele, de sorte que l'article ne corrobore pas la véracité du dossier. Pourtant, le FBI et le DOJ ont inclus cet article dans leur demande de mandat FISA.

Réfléchissez à cela : une source des services de police a transmis des informations aux médias, puis les services de police ont utilisé les articles des médias comme preuve que la source avait raison ! Les médias ont écrit des articles sur ces affirmations, que les services de répression ont utilisés comme preuve supplémentaire pour renouveler le mandat. Les forces de l'ordre et les médias ont formé une *chambre d'écho*.

Les dirigeants des médias grand public ont été complices de ce complot anarchique. Ils ont continuellement donné de la crédibilité à cette absurdité.

Des gens qui ne respectent pas la loi, et qui détestent la Constitution, dirigent maintenant nos agences fédérales d'application de la loi. Ils agissent comme s'ils étaient supérieurs au Congrès, mais la Constitution stipule que le Congrès doit les superviser, sinon ils n'ont aucune responsabilité envers le peuple américain.

Le *New York Times* a illégalement publié les documents confidentiels du Pentagone en 1971. Mais ce journal et le *Washington Post* ont exercé de fortes pressions pour empêcher la publication du mémo Nunes, qui est tout à fait légal. *Pourquoi ce double standard ?*

Ces agences sont censées faire respecter et appliquer la loi. Mais ce complot prouve qu'elles sont prêtes à *piétiner* la loi pour faire avancer un certain programme radical.

Si ces agences d'application de la loi peuvent surveiller illégalement le président, que ne pourraient-elles vous faire ?

Selon le mémo Nunes, l'ancien directeur adjoint du FBI Andrew McCabe—qui a démissionné quatre jours seulement avant la publication du mémo—a admis que, sans ce dossier, il n'y aurait pas

d'enquête sur la Russie ! Le dossier de Steele a permis au ministère de la Justice de nommer un conseiller spécial, Robert Mueller et son équipe de radicaux, pour lancer l'enquête sur la Russie.

James Clapper a également déclaré plus tard que cette enquête n'aurait pas eu lieu sans Barack Obama. Clapper a déclaré que toute l'enquête Russie-Trump était due à Obama. En vérité, tant d'actes illégaux et de trahison qui ont provoqué une telle destruction de notre gouvernement et de notre nation n'auraient pas eu lieu sans Obama ! D'où lui vient tout ce pouvoir ? C'est une question à laquelle il faut réfléchir.

La violation totale de la loi

L'enquête Trump-Russie a duré *deux ans* et a coûté 40 millions de dollars. La gauche radicale a fait tout ce qu'elle a pu pour l'utiliser afin de paralyser la présidence Trump. *Toute l'enquête* était basée sur ce sale dossier sans valeur et était donc totalement frauduleuse ! Tout était destiné à attaquer Donald Trump et, peut-être plus important encore, à détourner l'attention et à couvrir leur propre activité criminelle et de trahison. L'équipe de Robert Mueller savait que c'était un canular avant même de commencer l'enquête !

Ils n'essayaient pas simplement d'arracher le contrôle à M. Trump—ils voulaient prendre le contrôle du gouvernement de façon permanente. Aujourd'hui encore, ils s'efforcent de briser les derniers obstacles qui les empêchent d'accumuler tellement de pouvoir sur le pays que personne ne pourra rien y faire.

Il est remarquable que, pendant tout ce temps, pas une seule personne de l'Administration Obama n'ait divulgué la vérité sur cette enquête frauduleuse et traîtresse. Cela aussi montre à quel point les gens ont peur de Barack Obama. Même les Républicains ont suivi le mouvement. Peut-être que beaucoup d'entre eux étaient eux-mêmes coupables de corruption. Mais certainement tous, ou presque, n'ont pas eu le courage de se lever ou de parler. Où avons-nous vu un seul dénonciateur sérieux parmi ces élites pathétiques, ou qui que ce soit d'autre ?

Obama exerce un pouvoir qui est au-delà de l'humain

Le rapport de décembre 2019 de Horowitz a décrit *17 erreurs* que le FBI de Comey a commises en lançant l'enquête Trump-Russie. Il ne s'agissait pas de simples erreurs, mais de crimes de trahison !

Le peuple américain apprend encore dans quelle mesure Barack Obama dirigeait personnellement ce complot de trahison contre Donald Trump. Et la seule raison pour laquelle nous en savons autant, c'est que Devin Nunes a fait pression sur le FBI pour qu'il fournisse aux commissions du Congrès 384 pages de textos entre l'agent spécial du FBI, Peter Strzok, qui dirigeait *Crossfire Hurricane*, et la femme avec laquelle il commettait l'adultère, Lisa Page, qui travaillait comme conseillère de McCabe.³

Les messages textos entre ces deux agents du FBI ont révélé une antipathie choquante pour le candidat Donald Trump. Strzok détestait clairement Trump. Il a envoyé à Page un message désormais célèbre disant que M. Trump ne deviendrait jamais président, écrivant : « Non. Non, il ne le sera pas. Nous l'arrêterons ».⁴

Mais bien plus important encore, ces textes montrent que les 17 crimes décrits dans le rapport Horowitz n'étaient pas seulement le résultat d'un stagiaire du FBI trop zélé. Ils révèlent que l'ensemble de l'enquête Russie-Trump était dirigée depuis le *plus haut niveau*.

« La Maison-Blanche dirige tout cela »

Dans son livre *Ball of Collusion*, Andrew McCarthy écrit que le 5 août 2016, Strzok et Page « ont eu une conversation tendue sur une réunion imminente impliquant des "gens de l'agence"—apparemment la CIA ». Lors de cette réunion, un fonctionnaire—dont le nom a été supprimé dans les mémos du gouvernement—a dit aux responsables du FBI : « La Maison-Blanche dirige tout cela ». Selon McCarthy, ce fonctionnaire était le directeur Brennan. Il était le tsar du président et peut-être le radical le plus puissant du gouvernement après Obama lui-même.

« La Maison-Blanche dirige tout cela. » Brennan a clairement indiqué quelle volonté chacun devait suivre : celle de Barack Obama.

À une autre occasion, Page a déclaré qu'elle préparait certaines informations pour Comey parce que « POTUS [le président des États-Unis Barack Obama] veut savoir tout ce que nous faisons. »

Le président Obama a dit qu'il restait à l'écart des enquêtes du ministère de la Justice. Pourquoi ? Parce qu'une implication dans ces enquêtes ouvrirait la porte à un abus de pouvoir, et il ne voulait pas donner l'impression d'abuser de son pouvoir. Mais il était *profondément* impliqué dans les enquêtes et abusait de son pouvoir *de manière flagrante* ! Il dirigeait l'ensemble de l'enquête Trump. Il a *choisi* Peter Strzok pour ce travail, un homme qui avait clairement indiqué à quel point il détestait Donald Trump et était déterminé à l'empêcher d'accéder à la présidence. Le fait que Obama ait voulu que ce soit lui qui supervise l'enquête montre à quel point tout ce processus était satanique ! Obama voulait détruire Trump. Et il a dit à ces enquêteurs de lui apporter personnellement tout ce qui était lié à cette affaire.

C'est de la corruption au niveau le plus profond—si profond que la plupart des gens ne *croient* même pas !

Avant l'élection de 2016, à peu près tout le monde croyait que Hillary Clinton serait la prochaine présidente. Si elle avait gagné, aucune de ces corruptions n'aurait été mise en lumière !

Nous devons voir la dimension spirituelle ici. Éphésiens 6 : 12 dit : « Car nous n'avons pas à lutter contre la chair et le sang, mais contre les dominations, contre les autorités, contre les princes de ce monde de ténèbres, contre les esprits méchants dans les lieux célestes. » La Bible est pleine de telles Écritures. Les croisons-nous ?

De même que Satan se présente comme un « ange de lumière », les personnes par lesquelles il agit apparaissent comme des « ministres de justice » (2 Corinthiens 11 : 15). Mais ils travaillent dans les ténèbres et le secret.

La gauche radicale est sans foi ni loi ! *Elle est sataniquement malade*. Ces gens n'ont plus de logique ni de vérité car ils ont été submergés par le diable

« En péril criminel »

Sur la base de l'enquête en cours du conseiller spécial John Durham, le 17 septembre 2021, un grand jury a inculpé Michael Sussmann, un ancien avocat de l'équipe de la campagne Clinton, pour avoir menti au FBI trois semaines avant l'élection de 2016. Sussmann avait affirmé que l'organisation Trump travaillait avec une banque russe ayant des liens avec le gouvernement russe, et il a dit qu'il offrait cette information en tant que bon citoyen, et non en tant qu'agent politique rémunéré. Mais les relevés de facturation de Sussmann montrent qu'il travaillait pour l'équipe de la campagne Clinton, un cadre de technologie et une société Internet—identifiée comme étant Rodney Joffe and Neustar, une importante société qui dirige le trafic Internet. Les procureurs disposent d'un courriel de Joffe disant qu'il s'est vu offrir provisoirement un poste de cyber-sécurité de premier plan « par les démocrates lorsqu'il semblait qu'ils allaient gagner ».

La motion Durham dit que Joffe a dirigé un effort de recherche de trafic web qui pourrait relier Donald Trump à la Russie. Il a ensuite transmis des informations à Sussmann, qui les a données au FBI. Selon le système de messagerie interne du FBI, l'agent Joseph Pientka a écrit : « Les gens du 7^{ème} étage [direction du FBI], y compris le directeur, sont enthousiasmés par ce serveur. » Le FBI veut faire croire au public qu'il a été dupé par le mensonge de Sussmann et qu'il ne savait pas qu'il travaillait pour l'équipe de la campagne Clinton. L'allégation de Sussmann—selon laquelle les serveurs de Trump communiquaient avec des serveurs russes—a été facilement réfutée par le bureau local du FBI à Chicago, et les hauts responsables du FBI savaient probablement déjà qu'elle était fautive. Selon le *Washington Times*, « les hauts responsables du bureau ont envoyé une communication électronique [aux agents de terrain] marquant l'ouverture de l'affaire et indiquant que l'enquête était basée sur un "renvoi" du ministère de la Justice plutôt que sur un conseil de Michael Sussmann » (23 mai 2022). Pourquoi les dirigeants du FBI essaieraient-ils de cacher la véritable source de l'information ? Probablement parce que tout le monde au FBI savait pour qui Sussmann travaillait. Après avoir enquêté sur les allégations relatives au serveur Trump, les agents de terrain de Chicago ont déclaré qu'elles « manquaient de valeur », « ne passaient pas le test analytique » et ne montraient pas un « système de communication secret ». Néanmoins, les hauts gradés du FBI ont persévéré.

Même après l'entrée en fonction de Trump, Sussmann a fourni « un ensemble d'allégations mis à jour » à une autre agence de renseignement américaine, vraisemblablement la CIA. En fait, la motion Durham du 15 avril 2022 détaille comment Sussmann a collaboré à la fois avec Fusion GPS et la CIA. La CIA savait donc que les allégations contre Trump faisaient partie d'une campagne de diffamation politique, mais elle a quand même laissé les médias les utiliser pour tenter de faire tomber le président Trump.

Le 4 novembre 2021, Durham a inculpé Igor Danchenko, la principale source sous-traitante du dossier Steele. Il s'agissait d'accusations révélatrices, très médiatisées, qui laissaient entrevoir la portée de l'enquête de Durham.

Ce cabinet d'avocats engagé par l'équipe de la campagne de Hillary Clinton, Fusion GPS et le DNC a dépensé *des millions de dollars* pour le dossier Steele afin de perpétuer la plus grande fraude de l'histoire américaine ! En dehors de tous les autres problèmes dans lesquels Clinton devrait se trouver, dépenser l'argent donné à sa campagne pour financer un rapport frauduleux afin de salir son adversaire viole les lois sur le financement des campagnes. Ils le savent, c'est pourquoi ils ont mis en place tant de pare-feu pour se protéger. *Techniquement*, le DNC ne l'a pas financé—c'est le cabinet d'avocats de Sussmann, *Perkins Coie*, qui l'a fait.

M. Trump a déclaré à juste titre que le dossier de Durham « fournit des preuves indiscutables que ma campagne et ma présidence ont été espionnées par des agents payés par l'équipe de la campagne de Hillary Clinton dans le but d'exploiter un lien complètement fabriqué avec la Russie. Il s'agit d'un scandale dont la portée et l'ampleur sont bien plus grandes que celles du Watergate, et ceux qui ont été impliqués dans cette opération d'espionnage et qui en avaient connaissance devraient faire l'objet de poursuites pénales. Dans une période plus forte de notre pays, ce crime aurait été passible de la peine de mort ». Je suis entièrement d'accord avec lui.⁵

Ces informations explosives ont mis en évidence la trahison commise par les principaux démocrates. *Pourtant, la presse grand public l'a ignorée*. C'est une complicité honteuse avec ces crimes qui détruisent notre république constitutionnelle !

Pratiquement la seule personnalité médiatique prête à aborder cette histoire est l'animatrice de *Fox News*, Maria Bartiromo. En novembre 2021, après l'inculpation de Danchenko, elle a interviewé Ratcliffe à ce sujet.

Dans cette interview, Ratcliffe a déclaré que « tout ce qui est lié au dossier Steele était connu pour être faux, mais c'était quand même la base pour avancer dans une enquête injuste, inéquitable et finalement... criminellement négligente contre la campagne Trump ». Il a dit que le directeur du FBI, Christopher Wray, a admis sous serment qu'il n'y avait aucune raison pour le FBI de demander à la cour FISA un mandat pour espionner la campagne de Trump, mais le FBI l'a quand même fait. Puis il a continué à espionner même après qu'il est devenu président. Et de manière cruciale, nous savons maintenant que Brennan a informé Obama et Biden à ce sujet en août 2016, trois mois avant l'élection. Ils *savaient* donc que le dossier était frauduleux et que toute l'opération d'espionnage était basée sur ce dossier.

Ratcliffe a déclaré qu'il avait informé le représentant Adam Schiff de ces faits exacts et lui avait dit que les preuves remontaient jusqu'à Obama. Schiff, un gauchiste radical, a immédiatement déclaré

publiquement que Trump était de connivence avec la Russie et qu'il en avait la preuve ! C'est ainsi que les gauchistes mentent régulièrement. Ils sont effrontés comme des démons ! Et pratiquement personne ne les tient pour responsables. Comme le prophète Ésaïe l'a écrit : « [L]a délivrance s'est retirée, et le salut se tient éloigné ; car la vérité trébuche sur la place publique, et la droiture ne peut approcher [Le jugement est détourné en arrière, et la justice se tient au loin ; car la vérité est tombée dans la rue, et l'équité ne peut entrer (traduction selon la version *King James*)] » (Ésaïe 59 : 14).

Ratcliffe a dit deux fois que les documents qu'il a fournis à Durham atteignent *les plus hauts niveaux du gouvernement*. Il a dit qu'il sait que Durham se penche sur la question, et que ces documents révèlent « une activité criminelle qui pourrait servir de base à d'autres mises en accusation ». Il a dit qu'un *grand jury* a estimé que « ce qui s'est passé avec le dossier Steele... était de nature criminelle ». Oui, ce l'était ! « Je continue de penser qu'il va y avoir de nombreuses mises en accusation sur la base des renseignements que j'ai donnés à John Durham et que j'ai vus », a-t-il dit.

Ratcliffe a affirmé à Bartiromo que « toute personne associée au dossier Steele, à sa création, à son colportage au FBI, et à son utilisation par les autorités chargées de l'application de la loi contre la campagne Trump... est en péril, sur le plan criminel, en ce moment ».

L'interview de Ratcliffe m'a stupéfié. Je pensais que ces révélations étonnantes allaient se répandre dans les médias comme une onde de choc. Ces informations ne pourraient pas être plus importantes ! Il s'agit de la trahison de notre pays et même de l'avenir de la liberté en Amérique. Pourtant, les directeurs de l'information et les présentateurs n'étaient, et ne sont toujours, pas intéressés.

Presque personne n'a le courage de s'élever contre Barack Obama !

Dans cette même interview, Ratcliffe a dit : « La vérité se défendra. » C'est vrai, mais nous avons vu, et voyons encore, que si personne n'aime la vérité et *ne bat* pour elle, la vérité peut être jetée par terre et piétinée.

Tous les chemins mènent à...

Bartiromo a également interviewé Kash Patel, ancien fonctionnaire du ministère de la Défense. Patel a pris note des inculpations de Sussmann et Danchenko par Durham, ainsi qu'une autre inculpation en août 2020 qui renvoie au FBI : l'avocat Kevin Clinesmith, qui a plaidé coupable, en janvier 2021, de falsification de dossiers pour le tribunal FISA. Il a souligné plusieurs connexions montrant à quel point l'implication du parti démocrate dans ces crimes était profonde.

Pourtant, même l'interview de Patel trahit une partie du parti pris et de la peur de nommer Obama. Patel a dit : « Tous les chemins mènent à Andy McCabe. » Oui, McCabe était au cœur de la trahison et du mensonge, même à l'inspecteur général Horowitz. Et comme l'a dit Patel, Clinesmith, l'avocat du FBI de niveau intermédiaire qui a été effectivement inculpé, n'a pas pu « réaliser seul le plus grand scandale politique de l'histoire »—il a reçu l'aide de ses supérieurs. Mais pensez-vous que tous les chemins mènent à *Andy McCabe* ?

Non, ils mènent à quelqu'un de bien plus haut. En fait, le rapport Horowitz révèle que McCabe a dit à l'inspecteur général que le FBI avait envoyé le rapport Steele au président Obama parce que Obama avait demandé « tout ce que vous avez de pertinent sur ce sujet de l'influence russe ». Bien sûr, *il n'y avait pas* d'influence russe, et McCabe le savait—mais il a délibérément suivi le mouvement, obéissant à la volonté de Barack Obama.

Où tous les chemins mènent-ils ? Une seule personne avait le motif dévorant et la malice. Une seule personne avait la force et la volonté de dominer. Une seule personne disposait du réseau nécessaire de puissants complices au sein du gouvernement et des médias. Une seule personne avait, et a, la fierté et le pouvoir inattaquables d'accomplir cette trahison permanente contre les États-Unis d'Amérique. Elle doit être nommée ! Cet homme est Barack Obama.

Même *Fox News* évite le plus souvent ce sujet et dit des choses vagues comme ces inculpations pourraient être « une mauvaise nouvelle pour les Clinton ». C'est à peine s'exprimer contre ce terrible mal. Les conservateurs ont le cœur trop fragile ! Ils disent avoir le courage de dire la vérité, mais quelque chose les retient de dire toute la vérité. Ils ne veulent jamais s'en prendre à celui qui est au sommet, même si l'avenir de notre pays est en jeu !

Malheureusement, même le rapport Horowitz parle très peu d'Obama et ne l'implique *en rien* ! Ceci malgré toutes les preuves évidentes de ces deux réunions montrant qu'Obama était aux commandes et a mis en œuvre un plan pour maintenir l'enquête même après que Trump est devenu président. Bien sûr, c'est Obama qui a mis Horowitz à son poste. À la fin, Horowitz a dit : « Nous n'avons pas trouvé de preuves documentaires ou testimoniales qu'un parti pris politique ou une motivation inappropriée ait influencé la décision du FBI de [demander l'autorisation FISA sur Carter Page] ». En d'autres termes, ils n'ont *pas avoué* qu'ils étaient partiaux. Ce langage est conçu pour tromper. Et bien sûr, les médias ont rapporté que Horowitz n'avait trouvé aucun parti pris, et la plupart des gens l'ont cru. Horowitz a reconnu que le FBI a commis 17 erreurs (qui étaient en fait 17 actes de trahison), mais il a dit en fait que ses motifs pour cette trahison auraient pu être impartiaux. Quelle folie !

La survie nationale est en jeu

Nous vivons une période de *faiblesse* amère en Amérique. Les législateurs, les juges, les bureaucrates et autres personnes exerçant le pouvoir sont scandaleusement corrompus. Nos institutions s'effondrent. Notre forme constitutionnelle de gouvernement est presque complètement détruite.

Les preuves montrent que les bureaucrates des services de renseignement et des forces de l'ordre ont commis de nombreuses infractions à la loi. Elles montrent que le président Obama a rempli les agences américaines de maintien de l'ordre d'agents traîtres. Elles montrent que Obama a passé les derniers jours de son mandat à travailler avec des agents de « l'État profond » pour déterminer comment il pourrait continuer à saper et même à espionner le futur président. Il se passait quelque chose de diabolique jusqu'à l'élection de M. Trump—et cela a continué dans les coulisses *pendant* sa présidence.

Honteusement, les médias ont été presque totalement silencieux sur cette histoire. Pourquoi ne s'y intéressent-ils pas ? Est-ce que quelque chose pourrait être plus important ? Il s'agit de la perte de notre pays ! Il s'agit de passer d'une grande liberté à la pire forme de tyrannie. Mais dans de trop nombreux cas, ces faiseurs de nouvelles sont *complices*.

Ces événements nous ont permis de voir de près ce que les gauchistes radicaux sont prêts à faire pour prendre le pouvoir et y rester. Ils n'ont aucun respect pour l'État de droit. Ils croient qu'ils sont *au-dessus* de la loi. Un tel mépris pour les principes fondateurs de la nation constitue une grave menace pour la république. Aucune nation ne peut survivre à un tel non-respect des lois.

La suite sur [Faire taire un critique](#).

1. Le PDG de CrowdStrike, Shawn Henry, a déclaré lors d'une audience à huis clos le 5 décembre 2017 que l'allégation selon laquelle les données du DNC ont été piratées par la Russie repose sur des « preuves circonstancielles ». [↪](#)
2. Si vous avez accès à l'Internet, je vous encourage à lire « What Did Comey Tell President Trump About the Steele Dossier ? [Qu'a dit Comey au président Trump à propos du dossier Steele] », par Andrew McCarthy dans le National Review, ainsi que « Obama Meeting Could Be Behind Corrupt Michael Flynn Probe [La réunion d'Obama pourrait être à l'origine de l'enquête corrompue sur Michael Flynn] », par Mollie Hemingway dans le New York Post. [↪](#)
3. Plusieurs personnes se sont battues pendant longtemps pour la publication de ces textes. Le FBI les a remis au congrès le 16 janvier 2018. C'est une date importante (vous pouvez lire pourquoi dans notre brochure 16 janvier : le jour des miracles de Dieu) montrant que Dieu intervenait pour rendre ces informations publiques afin d'empêcher ces personnes d'effacer le nom d'Israël. [↪](#)
4. Strzok a également joué un rôle de premier plan dans l'enquête du FBI sur Hillary Clinton qui, alors qu'elle était secrétaire d'État, a envoyé, reçu et supprimé illégalement 33 000 courriels à partir d'un serveur illicite qui était vulnérable au piratage. Que cachait-elle ? Beaucoup de ces messages étaient top secrets. Pourtant, le FBI l'a laissée partir sans conséquence. [↪](#)
5. Le 31 mai 2022, Michael Sussmann a été acquitté par un jury de Washington, D.C. Son acquittement avait été prédit par de nombreux conservateurs simplement parce que l'affaire était jugée dans une ville fortement démocrate, par un juge ayant des liens étroits avec Barack Obama. Les enfants de l'un des jurés font partie de la même équipe sportive que la fille de Sussmann. Après l'affaire, un juré a déclaré : « Il y a des choses plus importantes qui affectent la nation qu'un possible mensonge au FBI. » Néanmoins, l'affaire Durham contre Sussmann a conduit à certaines des révélations les plus scandaleuses sur les activités illégales du gouvernement contre Donald Trump et sa campagne. Des entrepreneurs du gouvernement ont obtenu des données sur le trafic Internet de plusieurs propriétés commerciales et résidentielles de Trump. Rodney Joffe et ces sous-traitants ont intentionnellement déformé ce que ces données prouvaient et ont ensuite colporté cette désinformation au FBI et aux médias. Les documents déposés dans le cadre de l'affaire Sussmann ont également révélé que Hillary Clinton était au courant de la campagne de diffamation et que le FBI n'a pas été « dupé » par Sussmann, mais qu'il travaillait en fait à ses côtés, littéralement. Sussmann avait sa propre carte d'accès au siège du FBI, et le FBI avait son propre bureau au sein du cabinet d'avocats de Sussmann, Perkins Coie. En fin de compte, le procès a porté sur une histoire bien plus importante que le mensonge de Sussmann au FBI : il a prouvé que l'équipe de campagne de Clinton et le FBI d'Obama travaillaient ensemble pour espionner et salir Donald Trump. [↪](#)